

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 TOULON

TOULON, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OTTAVIANI ET FILS

ZAC DE NICOPOLIS
RUE DE LA CREATION
83170 Brignoles

Références : D-UD83-2023-0500
Code AIOT : 0006413694

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2023 dans l'établissement OTTAVIANI ET FILS implanté ZAC DE NICOPOLIS RUE DE LA CREATION 83170 Brignoles. L'inspection a été annoncée le 31/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite aux inspections de du 20/08/2021 et du 27/01/2022. La première inspection , celle de 2021 , avait aboutie sur un arrêté de mise en demeure dont le respect à été contrôlé lors de la présente inspection .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OTTAVIANI ET FILS
- ZAC DE NICOPOLIS RUE DE LA CREATION 83170 Brignoles
- Code AIOT : 0006413694
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL OTTAVIANI & Fils est une entreprise familiale spécialisée dans le transport et la gestion des déchets. Elle exploite notamment une déchetterie industrielle et une installation de broyage/concassage/criblage de déchets non dangereux non inertes implantées sur la commune de Brignoles (83170) dans la ZAC de Brignoles située en bordure de la DN7 qui relie Brignoles à Flassans-sur-Issole. Ces activités relèvent du régime de l'enregistrement. L'établissement s'organise autour de 3 activités distinctes :

- La déchetterie professionnelle avec un quai de déchargement ;
- Le transit de déchets non inertes ;
- Le transit de déchets minéraux.

La zone de transit des déchets comprend un hangar d'exploitation de 1921 m² et une aire d'entreposage bétonnée de 2980 m².

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des eaux ,
- Risque accidentel et lutte contre l'incendie,
- Émission de poussière,
- Acceptabilité des déchets,

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information Réponse attendue :
9	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29	/	60 jours
11	Empoussièrèment	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	/	60 jours
12	Caractérisation des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	60 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagements réalisés	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
3	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24	Suite de l'inspection du 20/08/2021	Sans objet
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
6	Collecte et rejet des effluents liquides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
7	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
8	Émission dans l'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58	Suite de l'inspection du 20/08/2021	Sans objet
10	Rejet à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Suite de l'inspection du 20/08/2021	Sans objet
13	réseau de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
14	Disposition de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités qui ont fait l'objet d'un arrêté de mis en demeure en 2021 ont été levées. Cependant, d'autres points de contrôles amènent à demander à l'exploitant d'être vigilant quant à la conformité et la qualité des rapports et compte rendus qu'il commande.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements réalisés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux du site
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté
Constats : Les travaux de mise en place des 3 cuves de rétentions d'eau sont terminés. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le document attestant que les cuves ont une capacité totale de rétention de 1000 m3. Le bureau d'étude, présent pendant l'inspection, a présenté les calculs permettant de déterminer le volume de rétention total dont le site doit disposer. Deux scénarii ont été étudiés: l'incendie du bâtiment et l'incendie extérieur. Le scénario le plus pénalisant a été retenu , soit celui de l'incendie extérieur pour lequel la capacité de rétention doit au moins être de 650,4 m3 selon les calculs du bureau d'étude. L'exploitant a également transmis le plan des réseaux faisant notamment apparaître les séparateurs, le bassin d'infiltration, les cuves de rétention d'eau, les réseaux d'eaux susceptibles d'être polluées qui passent par les séparateurs à hydrocarbures et les réseaux d'eaux de toitures non susceptibles d'être polluées qui sont directement rejetées dans les cuves. En cas d'incident (déversements accidentels, incendie ...), la pompe de relevage permettant de vider automatiquement les cuves est disjonctée. L'accès au disjoncteur est en extérieur et signalisé par un panneau. Une procédure d'isolement des réseaux décrit cette mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, plan générale des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques

Constats : L'exploitant a transmis un plan indiquant les zones ATEX et les zones présentant des risques d'inflammabilité. Des panneaux signalant ces risques ont été installés sur le site. L'exploitant a également précisé que le chef de site informe chaque nouvel arrivant des risques du site .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, registre des produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant a présenté un classeur contenant la liste des produits dangereux présent sur site ainsi que les FDS associées. Un plan localisant la zone de stockage de ces produits a également été transmis. Il a été vérifié que les moyens d'extinction et de soins indiqués dans la fiche de données sécurité sont présents sur site pour le produit suivant : lave glace été. La majorité des produits dangereux sont stockés au niveau de l'aire de lavage. Un point d'eau est présent à ce niveau et l'exploitant a précisé que les chauffeurs possèdent des trousse de secours dans leurs véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

<ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un classeur content différentes consignes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'interdiction d'apporter du feu sauf en cas de permis feu, - L'interdiction de tout brûlage à l'air libre, - Les consignes de mise en sécurité des installations, - Les consignes en cas de déversement accidentel, - Un plan localisant les moyens de lutte contre l'incendie (RIA, PI , extincteurs...), - La procédure d'alerte des services de secours accompagnée des numéros des personnes à contacter en cas d'urgence, - Le protocole de chargement/déchargement des transporteurs sur site, - Le plan de prévention précisant l'obligation du permis de travail dans des conditions spécifiques , - Les comptes rendus d'interventions sur les séparateurs à hydrocarbures, - Les consignes de vérification des dispositifs de sécurité, - Les consignes de maintenance et nettoyage, - Le protocole d'information des services de l'inspection des installations classées. <p>Une vitre permettant l'affichage est présente dans la salle de pause .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les attestations de vérification des extincteurs (Q4 de novembre 2022) et des RIA (novembre 2022).</p> <p>La fiche de vérification annuelle des débits et pressions des poteaux et bouche incendie date du 29/06/2023.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que tous les moyens de lutte contre l'incendie doivent être facilement accessibles.</p> <p>Le plan des moyens de lutte contre l'incendie indiquant la nature et la description des dangers de chaque local a également été transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Collecte et rejet des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des ouvrages
Prescription contrôlée : [...] Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. [...] Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.
Constats : Le plan des réseaux de collecte des effluents transmis indique deux réseaux distincts : les eaux susceptibles d'être polluées (ruissellement sur la plateforme) qui sont traitées par séparateur, et les eaux non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures) qui sont directement rejetées dans les cuves de rétentions
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des séparateurs
Prescription contrôlée : [...] Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années. [...] Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans. [...] Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : L'exploitant a transmis les consignes de vérification des dispositifs de sécurité indiquant notamment le contrôle annuel des séparateurs et leur vidange au moins tous les 2ans. Le dernier compte rendu d'intervention sur les séparateurs date de mai 2023 et les bordereaux de suivie de déchet issus de cet entretien ont été transmis. Les dernières analyses d'eaux en sortie des séparateurs datent de juin 2023 et sont conformes. Il est recommandé à l'exploitant et au bureau d'étude de s'assurer que les comptes rendus ne comportent pas d'erreur et que les prélèvements ont été faits dans les règles de l'art.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Emission dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58							
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats des analyses							
Prescription contrôlée : Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>POLLUANTS</th><th>FRÉQUENCE</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux</td><td>« Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. »</td></tr> <tr> <td></td><td>« Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »</td></tr> </tbody> </table>	POLLUANTS	FRÉQUENCE	DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux	« Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. »		« Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »	
POLLUANTS	FRÉQUENCE						
DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux	« Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. »						
	« Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ; - si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus. »						
Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.							
Constats : Le dernier rapport d'analyse date du 22/06/2023 , les analyses ont été réalisées sur un prélèvement effectué en sortie des deux séparateurs de l'installation. Le bureau d'étude indique que la zone correspondant à l'installation de criblage concassage n'est pas imperméabilisée et donc, par conséquent, il y a pas d'EPp au sens de l'arrêté du 26/11/2012. => Il est rappelé à l'exploitant ainsi qu'à son bureau d'étude que les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, doivent être drainées par des fossés. De plus, la circulation des engins ne doit pas polluer ces fossés.							
Type de suites proposées : Sans suite							
Proposition de suites : Sans objet							

N° 9 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 29	
Thème(s) : Risques chroniques, canalisation des eaux de ruissellement	
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non polluées tombées sur des aires non imperméabilisées, telles que sur des stocks de matériaux ou de déchets non dangereux inertes, sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés [...]	
Constats : L'exploitant et son bureau d'étude ont indiqué que la plateforme de tri - transit de matière minérale n'était pas imperméabilisée, il n'y a donc pas de ruissellement d'eaux susceptibles d'être polluée au sens de l'arrêté du 26/11/12. L'exploitant devra donc transmettre le plan des fossés en place sur la plateforme de transit et qui permettent de drainer les eaux pluviales non polluées tombées sur la plateforme, sous 60 jours.	
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 60 jours	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 10 : Rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des retombées de poussières
Prescription contrôlée : « L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. « Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. « Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. « Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. « Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. « La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Le dernier rapport de mesure de retombées de poussière porte sur une exposition en juin-juillet 2023. Ce rapport indique que les mesures ont été réalisées via la méthode des jauges et que 3 points de mesures ont été étudiés dont un point permettant de déterminer le fond d'empoussièrement de la zone d'activité. Cependant le rapport ne localise pas le point de référence. Les conditions météorologiques sont indiquées et les méthodes de mesures et prélèvement très sommairement décrites. Il est recommandé que le prochain rapport d'analyse soit plus précis et détaillé. Selon ce rapport, la méthode utilisée suit la norme NFX43-014. Il est rappelé à l'exploitant que les mesures des retombées de poussières sont trimestrielles. Il est également rappelé que la concentration en poussières émises par les installations telles que le concasseur doit être vérifiée au moins une fois par an (pendant une période de concassage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Empoussièrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles trimestriels
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
Constats :

<p>Lors de la visite d'inspection , un unique rapport a été présenté pour les mesures réalisées en juin-juillet.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'un rapport annuel, reprenant les résultats des mesures trimestrielles, doit être transmis à l'inspection des installations classées, accompagné de ses commentaires et des mesures qu'il prend en cas d'anomalie.</p> <p>Ce rapport devra être transmis avant la fin de l'année et devra, en plus des résultats d'analyses trimestrielles , présenté le plan de localisation des points de mesures et du point de référence.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 60 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Caractérisation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'acceptabilité des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la présence d'un stock de cendre a été constatée dans la zone de transit de produit minéraux.</p> <p>Selon l'exploitant, les cendres proviennent de la chaudière Biomasse de Brignoles et sont à destination de l'installation 04 recyclage, un bordereau de suivi de déchets transmis à l'inspection des installations classées présente également ces informations. L'exploitant a également transmis le ticket de pesée correspondant.</p> <p>Cependant, aucune caractérisation des cendres n'a été présentée, aussi cette dernière devra être transmise aux services de l'inspection des installations classées sous 60 jours.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites – 60 jours
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : réseau de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux séparatifs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>

<p>Constats :</p> <p>Un plan de réseaux de collecte d'effluent de type séparatif a été présenté au service de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan présente les réseaux de canalisations des eaux de ruissellements considérées comme étant susceptibles d'être polluées et le réseau de canalisation des eaux de toitures considérées comme non polluées. Le plan fait également apparaître les séparateurs.</p> <p>Dans la consigne de mise en œuvre du dispositif d'isolement du réseau pluvial ce plan est également présent , complété par la localisation de la commande permettant l'arrêt de la pompe de vidange des tubes de rétention des eaux .</p> <p>Il est conseillé à l'exploitant d'agrandir le plan sur cette consigne afin de la rendre plus lisible.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Disposition de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un protocole de chargement/déchargement ainsi que les consignes en cas de déversements accidentels. Un document décrivant les consignes pour les opérations de dépotage et stockage de produits dangereux a également été transmis. Un plan de prévention est prévu pour encadrer les activités réalisées dans une zone à risque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet